

Par e-mail

**Aux administrations
municipales**

Date 3 avril 2020

CORONAFAQ 2 CANTON - COMMUNES

Madame la Présidente, Monsieur le Président,

Voici les questions auxquelles nous pouvons répondre cette semaine. Vous nous avez adressé des demandes concernant les RHT et le personnel communal. Le Service de l'industrie, du commerce et du travail est actuellement submergé de demandes, mais nous vous transmettrons les réponses adéquates au plus vite. Merci de votre compréhension.

Pour rappel, toute commune qui souhaite soumettre une demande en lien avec les décisions cantonales ou fédérales qui ont des conséquences pour elle, de le faire auprès de la Fédération des communes valaisannes par courriel à l'adresse suivante : info@fcv-vwg.ch

La FCV procèdera à une synthèse des questions et assurera le lien entre les communes et le groupe de coordination. Le DSIS se chargera quant à lui de récolter les réponses au sein de l'Administration dans les meilleurs délais.

Avec nos meilleures salutations,

Frédéric Favre

Conseiller d'Etat – Chef DSIS

Stéphane Coppey

Président de la FCV

QUESTION	REPOSE
<p><i>La décision du Conseil d'Etat suspendant les délais pour le dépôt de listes de signatures à l'appui d'une initiative populaire ou d'un référendum en cours jusqu'au 30 avril 2020 s'applique-t-elle aussi aux communes ?</i></p>	<p>Non. La décision du Conseil d'Etat concerne uniquement les initiatives et référendums au niveau cantonal. Elle ne vise pas les référendums communaux ; au demeurant, les initiatives communales ne sont pas soumises à un délai pour la récolte des signatures.</p> <p>La décision du Conseil d'Etat ne vise pas non plus les requêtes concernant les communes et bourgeoisies prévues par la loi sur les droits politiques (LcDP), c'est-à-dire les demandes concernant l'institution d'un conseil général (art. 165 LcDP) ou d'un conseil bourgeoisial séparé (art. 184 LcDP), le changement du nombre de conseillers communaux (art. 170 et 185 LcDP) ou du système électoral (art. 206 LcDP). Ces « requêtes communales » ne sont pas concernées par la décision du Conseil d'Etat. A noter que, dans ces cas, la LcDP ne prévoit pas un délai mais fixe un terme précis (une date limite) : la demande doit être déposée au plus tard le 1^{er} mai de l'année électorale (art. 165 al. 3, 170 al. 2, 184 al. 1, 185 al. 2 et 208 al. 1 LcDP) et le vote à l'urne du corps électoral doit, le cas échéant, intervenir au plus tard le 30 juin (art. 165 al. 3, 170 al. 3, 184 al. 2, 185 al. 3 et 208a al. 1 LcDP). En définitive, les termes prévus dans la LcDP doivent être respectés.</p> <p>Enfin, il tombe sous le sens que les mesures prises par les autorités fédérales et cantonales pour lutter contre la propagation du COVID-19 doivent être strictement respectées (cf. mesures relatives aux distances à observer entre individus, interdiction des manifestations, réunions et rassemblements publics et privés de plus de cinq personnes à l'intérieur et à l'extérieur, etc.).</p>
<p><i>Quelles sont les règles à observer en matière d'inhumation, en regard des décisions rendues ?</i></p>	<p>Les « inhumations » font partie des « établissements et manifestations » qui sont exceptionnellement autorisés à l'art. 6 al. 3 de l'Ordonnance 2 du Conseil fédéral, à condition de respecter les règles en matière d'hygiène et d'éloignement social conformément à l'art. 6 al. 4. Elles ne font donc <u>pas</u> partie des « rassemblements de plus de cinq personnes dans l'espace public », qui sont interdits en vertu de l'art. 7c al. 1 de l'Ordonnance 2.</p> <p>En l'espèce, l'art. 6 al. 3 let. I parle « d'inhumations <i>dans le cercle familial restreint</i> », le Rapport explicatif concernant l'Ordonnance 2 du 13 mars 2020, p. 9/17, précisant : Let. I : « <i>Les inhumations auxquelles seul le cercle familial restreint participe ne sont pas interdites (let. I)</i> ». <u>Il s'agit donc là d'une notion juridique indéterminée qui doit être interprétée</u>, la règle des 5 personnes maximum n'étant, comme on l'a vu, pas directement applicable aux enterrements, mais devant néanmoins servir de ligne directrice. Au demeurant, on relève que le Rapport explicatif concernant l'Ordonnance 2 du 13 mars 2020, laisse expressément une marge d'appréciation au Conseil d'Etat, mentionnant par exemple la faculté de fixer les heures d'ouverture des églises.</p> <p>Dans le cas d'espèce, si les Autorités politiques et l'Évêché sont parvenues à un accord verbalisé – qui semble au demeurant raisonnable (entre 5 et 15 personnes, les règles en matière d'hygiène et d'éloignement social devant être respectées dans tous les cas) – <u>tendant à préserver à la fois la sécurité des prêtres et à la fois le désir des proches parents d'exercer un dernier geste de piété</u> envers un défunt, <u>il doit être respecté</u>.</p> <p>Par ailleurs, si les directives de l'Evêché ne lient pas les Communes, ces dernières sont évidemment tenues de respecter l'accord intervenu entre les Autorités politiques cantonales et</p>

	l'Évêché. De leur côté, les prêtres sont tenus de respecter les directives de leur Evêché.
<p><i>Quid si l'assemblée bourgeoisiale n'a pas approuvé les comptes 2019 et le budget 2020 de la bourgeoisie ?</i></p> <p><i>Dans ce cas, la bourgeoisie doit-elle quand même adresser au canton les documents usuels (p. ex. procès-verbal de la séance du conseil bourgeoisial approuvant le budget et les comptes, projets de budget et des comptes, rapport de l'organe de révision, etc.) ?</i></p>	<p>Selon l'art. 50 al. 2 LCo, l'assemblée bourgeoisiale se réunit au moins une fois par an. L'approbation du budget et des comptes peut intervenir lors de la même assemblée, celle-ci devant alors se tenir avant le 31 mars.</p> <p>Par lettre du 25 mars 2020, le Conseil d'Etat a informé les communes et bourgeoisies que les assemblées primaires et bourgeoisiales ne peuvent pas avoir lieu actuellement. Le Conseil d'Etat précisait : « Le canton vous informera aussitôt qu'il sera possible de convoquer à nouveau des assemblées primaires et bourgeoisiales. » Ceci rappelé, il sera possible de convoquer une assemblée pour approuver le budget et les comptes dès que les mesures sanitaires actuelles auront été levées ou assouplies. Les communes et bourgeoisies en seront informées. Au vu de la situation actuelle, on ne saurait tenir rigueur aux communes et bourgeoisies de s'écarter des délais prévus aux art. 7 al. 1 et 50 al. 2 LCo.</p> <p>En l'absence de budget, il faut se référer à l'art. 26 de l'ordonnance sur la gestion financière des communes (OGFCo) : si le budget n'est pas entré en force, la commune (ici : la commune bourgeoisiale) ne peut engager que les dépenses indispensables au fonctionnement de l'administration en particulier les dépenses liées.</p> <p>Pour le reste, nous sommes d'avis que l'art. 19 LCo ne s'applique pas à l'approbation des comptes ; il est possible de différer l'approbation des comptes jusqu'à l'été ou l'automne. L'art. 19 LCo ne s'applique en principe pas non plus au budget : si le budget de la bourgeoisie n'a pas été approuvé avant la fin 2019, on peut partir du principe que celle-ci peut se contenter d'appliquer l'art. 26 OGFCo.</p> <p>Enfin, dans la mesure où le budget et les comptes n'ont pas été approuvés par l'organe compétent – l'assemblée primaire ou bourgeoisiale – il n'est pas nécessaire de transmettre ces documents à la Section des finances communales (SFC). Les comptes et le budget doivent être transmis à la SFC dès leur approbation par l'assemblée primaire ou bourgeoisiale.</p>
<p><i>Le canton a-t-il émis des directives ou des recommandations concernant les salaires horaires du personnel de nettoyage, qui était régulièrement engagés jusqu'à présent et qui, en raison de la crise Corona, n'a plus à nettoyer les bâtiments publics fermés ? Ces six travailleuses, très fiables, au salaire horaire, nettoient de manière indépendante des locaux attribués. Ces personnes sont actuellement privées (indéfiniment) d'un revenu régulier auquel elles et leurs familles s'attendent.</i></p>	<p>Suite à une directive administrative du Conseil d'Etat valaisan concernant le coronavirus, les écoles de la commune ont dû être fermées. Le personnel de nettoyage au salaire horaire n'a plus de travail.</p> <p>Si l'employeur est dans l'incapacité de proposer du travail ou pas assez de travail à l'employé(e), il se trouve en demeure de l'employeur et il est obligé de payer les salaires, (CO 324) même si aucune faute lui est imputable.</p> <p>En tant qu'administration publique, vous ne pouvez pas demander une indemnité RHT pour ces collaboratrices, car la commune ne supporte pas un risque d'exploitation réel au sens de la loi.</p> <p>Une réduction des salaires est cependant à effectuer avec la plus grande retenue. L'art. 324 CO vise précisément à garantir aux travailleurs le salaire nécessaire à leur subsistance, comme par l'expérience. En outre, une réduction des salaires dans le cadre des rapports de travail de droit privé nécessiterait une résiliation de modification, un congé-modification.</p>

<p><i>Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas demander des indemnités de réduction de travail RHT pour nos travailleurs de nettoyage, mais nous pensons qu'une interprétation arrangeante serait certainement appropriée. (par exemple, le versement de 80 % des heures travaillées régulièrement). Bien sûr, la commune pourrait adopter une position dure en disant : pas de prestation = pas de salaire, cependant, je trouve cette attitude inappropriée dans cette situation particulière.</i></p> <p><i>Avez-vous eu de tels cas ou d'autres cas similaires (p. ex. coll. des structures d'accueil, bibliothèques ou maître-nageur en tant qu'employés de la commune) et comment les communes peuvent-elles gérer cette situation au mieux ?</i></p>	
<p><i>Les employés communaux deviennent disponibles pour d'autres tâches (ils sont payés entièrement actuellement). L'autorité communale peut-elle imposer une tâche au bénéfice des Homes, CMS et autres actions de livraisons à domicile ou toute autre mission ? Faut-il l'accord de l'employé ?</i></p>	<p>La question fait référence au droit de l'employeur d'imposer des directives découlant de l'art. 321d CO ainsi qu'à l'obligation de fidélité et de diligence incombant au travailleur et découlant de l'art. 321a CO. En principe, si le contrat individuel de travail prévoit l'engagement du travailleur pour l'exécution de tâches déterminées, l'employeur ne peut pas imposer d'autres tâches au travailleur. Cependant, des circonstances extraordinaires et momentanées peuvent permettre à l'employeur d'occuper l'employé au sein de l'entreprise d'une manière différente que celle prévue dans le contrat. La doctrine cite le cas par exemple de la pénurie de matières premières, de la panne d'électricité, de la chute brutale des commandes. Ces situations, propres à entraîner la demeure de l'employeur, imposent au travailleur de contribuer à la réduction de son dommage (art. 324 al.2 CO). Dans le cas présent, la pandémie de coronavirus pourrait justifier une telle directive de l'employeur imposant à un employé d'effectuer d'autres tâches que celles prévues dans son cahier des charges, pour autant que celles-ci soient compatibles avec l'état de santé du travailleur. Il faut relever aussi que, dans le cas soumis, l'employeur « prête » des employés à des employeurs tiers (EMS, CMS), ce qui est en soi possible. Cela est ici d'autant plus justifiable si l'on considère le but d'intérêt public poursuivi par la collectivité publique et le fait que l'institution aidée a un caractère para-étatique.</p>
<p><i>Y a-t-il des recommandations spécifiques à suivre concernant le traitement des déchets ?</i></p>	<p>La gestion et l'élimination des déchets urbains sont de la compétence des Communes. Du fait que ces prestations sont considérées comme essentielles car faisant parties des services publics de base, les autorités cantonales recommandent l'application des mesures suivantes tirées en grande partie des recommandations fédérales ci-jointes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le ramassage des ordures ménagères et des déchets verts issus des ménages doit être garanti. - L'accès à un exutoire pour l'évacuation de ces déchets par les ménages doit être mis à leur disposition.

	<ul style="list-style-type: none"> - Dans le cas où des solutions types « eco-points » sont exploitées (collecte non surveillée du papier, carton, verre, etc.), la fermeture de déchetteries communales peut être envisagée. - Dans le cas où les déchetteries sont exploitées, la population doit être informée qu'il convient de s'y rendre uniquement en cas de stricte nécessité. Les déchets non périssables ou propres doivent être entreposés à domicile. Un système d'accès au « compte-gouttes » doit être mis en place. Les règles de comportement doivent être affichées de façon bien visible, en particulier dans les déchetteries sans personnel. <p>L'incinération de déchets dans le jardin ou dans une cheminée demeure interdite, et ce malgré la situation actuelle.</p> <p>En complément, nous invitons les communes à prendre connaissance des recommandations de la Confédération aux cantons concernant l'élimination des ordures ménagères dans la situation extraordinaire liée au coronavirus. Ces recommandations sont adaptées en cas de renforcement des directives de la Confédération.</p> <p>https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/dechets.html</p>
<i>Les communes peuvent-elles mettre leurs employés au chômage, ou doivent-elles assumer ?</i>	Réponse à venir
<i>Si en raison du Coronavirus une commune n'a pas pu utiliser son personnel des crèches / UAPE au niveau de leur taux de travail contractuel, peut-elle prétendre aux indemnités RHT ?</i>	Réponse à venir

Réponses de la coronaFAQ du 27 mars 2020

QUESTION	REPONSE
<i>La police municipale est à disposition de la police cantonale. Qui nous le dit et pouvons-nous toujours compter sur nos policiers ?</i>	<p>Au sens des articles 75 et 86 de la loi sur la police cantonale, les polices municipales collaborent avec la police cantonale dans des opérations de sécurité publique, ce qui est typiquement le cas pour le respect et l'application des mesures liées à la pandémie actuelle.</p> <p>C'est d'ailleurs ce qu'entend le point 5 de la Décision du Conseil d'Etat du 16 mars 2020 qui stipule "La Police cantonale est chargée de la conduite et de l'application des mesures de police sur l'ensemble du territoire cantonal à partir de lundi 16 mars à 18h30".</p> <p>Il est cependant évident que les polices municipales restent aussi à disposition des autorités communales pour toutes les tâches qui relèvent de leur compétence propre et pour mettre en œuvre au mieux les mesures liées à la lutte contre la pandémie.</p> <p>Aujourd'hui, les polices communales peuvent donner des amendes d'ordre, en cas de rassemblement de plus de 5 personnes ou de moins de 5 personnes sans respect de la distance de 2 mètres, selon les directives émises par la police cantonale. En l'absence de décret urgent, pour les autres dénonciations COVID-19 (constat d'un magasin ou d'un établissement ouverts, etc.), les polices municipales font appel à la police cantonale.</p>

<p><i>L'OCC demande aux EMCR de prendre des informations dans les communes pour les transmettre au canton. Les EMCR sont-ils activés ? N'est-ce pas aux communes de les mettre sur pied ? Sont-ils sous les ordres du canton ou des communes et à disposition de qui ?</i></p>	<p>Oui, légalement ce sont les communes qui ont compétence de mettre sur pied les EMC et EMCR (articles 10 et 11 de la LPPEX). Les personnes de contact des EMC/R ont cependant été contactées par l'OCC selon une procédure habituelle, pour obtenir des renseignements nécessaires pour établir un bulletin d'information globale de la situation (sur demande de la Police cantonale). Ces EMC/R sont néanmoins à disposition des communes, et entretiennent le lien avec le canton via l'OCC. Si l'échelon politique communale n'a pas activé formellement l'EMC/R, cette question doit se discuter entre l'autorité communale et l'EMC/R.</p> <p>Rappel : selon art. 25 LPPEX, al 1, en cas de situation extraordinaire, la conduite à l'échelon communal est assurée par l'EMC/R.</p>
<p><i>Selon message de l'OCC, il est précisé que les informations ne seront pas transmises aux communes. Les communes transmettent les infos mais ne reçoivent rien en retour ?</i></p>	<p>L'OCC n'a pas précisé un non-retour des informations. L'OCC requiert effectivement un certain nombre d'informations de la part des communes, via les EMC et EMCR, de manière à pouvoir consolider un bulletin d'information cantonal et assurer le suivi des mesures édictées. Depuis le 23 mars, l'OCC envoie quotidiennement un état de situation à ces organes, leur pendant opérationnel au niveau communal. Une communication quotidienne est assurée avec les EMC/R via les organes de coordination régionaux (OCCPP). De plus, les informations ou décisions ou communiqués de presse en lien avec la gestion de crise sont systématiquement transmis aux EMC/EMCR via l'OCC.</p>
<p><i>Les CMS sont coordonnés par le GVCMS ? Les EMS par l'AVALEMS ? Quid d'une centralisation de l'information pour une diffusion aux communes ?</i></p>	<p>Pour des questions de protection de données, de temporalité et de réactivité notamment, il n'est pas possible de diffuser une information concernant la situation du coronavirus dans les CMS et EMS. Aujourd'hui, le médecin cantonal donne un certain nombre d'informations concernant le nombre de cas recensés, de personnes hospitalisées, en soins intensifs, de décès, etc. Il n'est cependant pas possible d'informer sur chaque structure.</p> <p>Il s'agit aussi d'une question pragmatique que les CMS et EMS peuvent résoudre en faisant remonter leurs données chiffrées auprès de l'autorité communale ou intercommunale concernée.</p>
<p><i>Quelle ligne adopter concernant l'ouverture ou la fermeture des guichets ?</i></p>	<p>Le Conseil d'Etat, par décision du 15 mars 2020, s'est déterminé ainsi en ce qui concerne l'administration publique cantonale : maintenir dans la mesure du possible l'ensemble de ses prestations ainsi que les heures d'ouverture des guichets; recommander aux services de reporter les demandes non urgentes, de recourir le plus possible aux prestations en ligne et de favoriser les contacts avec les services de l'Etat par téléphone ou par e-mail. Le Service en présentiel au guichet et à limiter aux cas de nécessité et d'urgence.</p> <p>Nous ne pouvons dès lors qu'encourager les administrations communales à adopter les mêmes principes, tout en assurant le respect des directives sanitaires en cas d'ouverture de guichets.</p>
<p><i>Qu'en est-il du droit aux allocations RHT ?</i></p>	<p>Les informations utiles sur les demandes de RHT pour les entreprises sont sous : https://www.vs.ch/web/sict/rht-coronavirus</p> <p>Les demandes doivent être adressées uniquement par mail à : sict-rht-ac@admin.vs.ch</p>
<p><i>Est-ce que les élections communales sont aujourd'hui remises en question ?</i></p>	<p>A ce stade, il est trop tôt pour savoir si la situation que nous vivons aura ou non un impact sur les élections communales 2020. Une décision du Conseil d'Etat devrait intervenir d'ici fin mai après discussion avec les principaux partenaires.</p>